



Affaire suivie par : Yann Charazac

Téléphone : 05-65-10-55-07

Mail : yann.charazac@cea.fr

Règlement de consultation (RC) pour la procédure du dialogue compétitif

PHASE CANDIDATURE

Développement d'outils d'analyse statistique et de maillages paramétriques

GRT-YCC-DG-2025-002014-2

Référence : Code de la commande publique et dispositions applicables aux marchés de défense ou de sécurité.

RECAPITULATIF DES DATES JALONS

Date et heure limite de remise des candidatures : 26/01/2026 à 12 h 00

SOMMAIRE

1	OBJET	4
2	DISPOSITIONS GENERALES	4
3	REFERENTIEL APPLICABLE	4
4	PROCEDURE	5
5	DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	6
5.1	Présentation des propositions	6
5.2	Formalités des auditions	7
5.3	Nouvelles phases de dialogue	7
5.4	Fin du dialogue – offre finale	7
5.5	Modalité de remise de l'offre finale	7
5.6	Précisions complémentaires	7
5.7	Calendrier prévisionnel :	7
5.8	Prime	8
6	SOUS-TRAITANCE	8
7	ECHANGES DEMATERIALISES	8
7.1	Utilisation de la plate-forme dématérialisée du CEA	8
7.2	Modalités d'échanges sur la plate-forme dématérialisée	8
7.3	Remise de la candidature sous format électronique	9
8	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	9
8.1	Constitution du DCE	9
8.2	Modalités de mise à disposition du DCE	9
8.3	Critère de sélection des candidats :	11
	Poste 1 : Outil d'analyse statistique (12 points + 3 bonus)	11
	Post commun 8 points	12
	• Critère n° 5 : Interface graphique (4 points)	12
8.4	Acceptation du DCE	12
9	ORGANISATION DE LA CONSULTATION	12

9.1	Date de réception des candidatures	12
9.2	Demandes de précision sur les candidatures	13
9.3	Informations des candidats suite au choix du CEA	13
10	REMISE DE LA CANDIDATURE	13
11	DISPOSITION GENERALES	13
11.1	Utilisation de la langue française	13
11.2	Confidentialité	13
11.3	Propriété, conservation de l'offre	13
11.4	Droits de propriété intellectuelle	13
11.5	Droit d'accès à la base fournisseurs	14
	ANNEXE 1. DISPOSITIONS PRATIQUES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS REMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE.	15

1 OBJET

Le présent document a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure de dialogue compétitif relative à la réalisation d'un logiciel de Calcul Statistique et d'un logiciel de Maillage 3D paramétrique.

Le présent règlement de consultation est relatif à l'avis de marché publié au Journal officiel de l'union européenne le [18/12/2025] sous le n° [GRT-YCC-DG-2025-2014-2].

2 DISPOSITIONS GENERALES

La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.

La procédure de passation retenue par le CEA est la procédure de dialogue compétitif.

3 REFERENTIEL APPLICABLE

3.1 – Généralités

Les marchés du CEA/DAM sont soumis :

- ✓ aux Conditions générales d'achat du CEA,
- ✓ au Cahier des clauses sociales particulières applicables aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP, édition de janvier 2021),
- ✓ à l'Instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM (référence SYM S0201 SPP INQ 09000860 A) complétées le cas échéant par les instructions propres à chaque centre du CEA concerné.

Les deux premiers documents sont téléchargeables sur le site <http://www.cea.fr>. Le dernier document figure dans le DCE.

3.2 - Protection du secret

L'exécution du marché est classifiée **Secret sans** détention d'informations et/ou de supports classifiés par le Titulaire, au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (« IGI 1300 »). Le plan contractuel de sécurité initial sera fourni aux candidats retenus.

En conséquence, le dossier de candidature doit impérativement contenir sous enveloppe séparée une attestation d'habilitation DGA en cours de validité, accompagnée d'une attestation de non changement (fait et droit) éditée par la personne morale candidate, depuis sa dernière habilitation.

Conformément aux articles R2343-4 et R2343-5 du code de la commande publique, la détention d'une attestation d'habilitation en cours de validité est impérative. Les candidatures ne satisfaisant pas à ce critère seront jugées irrecevables.

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis. A défaut d'avoir fourni ses attestations ou la copie de sa demande dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées pour le présent marché et donc à sa candidature.

Pour les candidats de droit étranger le dossier devra également contenir l'attestation d'une habilitation appropriée délivrée par l'agence nationale de sécurité de l'Etat dont il relève. Cet Etat doit avoir conclu un accord de sécurité bilatéral ou multilatéral couvrant les échanges d'informations et/ou supports classifiés avec la France

De plus, le marché nécessite la divulgation d'informations ou de supports classifiés ou non, comportant la mention complémentaire « Spécial France ». En conséquence, dans les conditions définies par le Plan contractuel de sécurité :

- seule une société française pourra être retenue dans le cadre de cette procédure,
- ce marché ne peut être réalisé que par du personnel de nationalité française,
- aucune société de droit étranger ne pourra être retenue dans le cadre d'une sous-traitance.

4 PROCEDURE

☒ Dialogue compétitif

L'objet du dialogue est l'identification et la définition des moyens propres à satisfaire au mieux le besoin exprimé dans le programme fonctionnel.

Tous les aspects du marché peuvent être discutés avec les candidats sélectionnés.

La procédure de dialogue compétitif a pour objet de déterminer, à travers la consultation des entreprises, la meilleure manière de répondre aux besoins fonctionnels exprimés par le CEA.

Dans cette procédure, le CEA conduit un dialogue avec les entreprises candidates admises à y participer en vue de définir ou de développer une solution de nature à répondre à ses besoins et sur la base de laquelle les participants au dialogue seront invités à remettre une offre finale.

Une présentation succincte des besoins, attendus et exigences du CEA est exposée dans l'expression du besoin jointe dans le dossier de consultation.

Certains éléments de l'expression du besoin pourront être précisés en cours de procédure.

Confidentialité : Le CEA veille au respect de la confidentialité des propositions qui lui sont soumises. Cela recouvre notamment (liste non exhaustive) :

- Les idées originales
- Le montage juridique et financier
- Les études spécifiques
- Le savoir-faire
- Les concepts technologiques
- Le projet architectural
- Les solutions innovantes
- Les méthodes et organisations propres à l'entreprise ou au groupement
- La propriété intellectuelle et/ou industrielle.

5 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

5.1 Présentation des propositions

Chacun des candidats invités à participer au dialogue est tenu de présenter ses propositions devant l'instance de dialogue dans les conditions de stricte égalité imposées par la réglementation.

De ce fait, le temps offert à chaque candidat pour présenter ses propositions sera strictement limité.

Les candidats seront convoqués dans l'ordre d'enregistrement de leur candidature au CEA Gramat.

En cas de groupement d'entreprises, le représentant de chaque membre est tenu de faire une présentation orale du domaine dont son entreprise a la charge.

Déroulement de la première édition		
10 minutes		Présentation de la société candidate
20 minutes		Présentation générale du contexte et du besoin perçu
2 heures		Méthodologie Moyens envisagés Délais et calendrier associé à la méthode la plus adaptée Ebauche financière Questions réponses des deux parties

A l'issu de cette première audition, d'éventuelles nouvelles phases de dialogues seront organisées, en tant que de besoins, dans le respect de la plus stricte égalité entre les candidats.

La procédure de dialogue compétitif est organisée suivant les différentes étapes suivantes :

1. La publication de l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) sur le JOUE, du présent règlement de la consultation (RC-Cand) et de l'expression du besoin, qui constitue la 1^{ère} Phase - Candidatures.
2. La remise d'un dossier de candidature par les entreprises candidates, conformément au présent RC, sur la plateforme des marches publics de l'Etat (PLACE).
3. La sélection des candidats qui seront admis à participer aux phases de dialogue au regard des informations, conditions, critères et documents indiqués dans le présent RC.
4. La remise par le CEA d'une lettre d'invitation à participer au dialogue compétitif aux candidats sélectionnés à l'étape 3.
5. Réunion de présentation du besoin pour l'ensemble des candidats afin de leur présenter plus en détail le besoin (exemples d'études via prototype).
6. La conduite d'un premier tour de dialogue des candidats invités avec la remise d'une première d'une offre technique, d'une ébauche financière et d'un planning prévisionnel par les candidats sélectionnés, étant entendu que **celle-ci ne constitue en aucun cas l'offre finale**
7. La conduite de nouveaux tours de dialogue si nécessaire. Trois tours de dialogue au total seront effectués. Cependant le CEA se réserve la possibilité d'organiser, s'il lui paraît nécessaire un autre tour jusqu'à ce qu'il soit en mesure d'identifier la solution susceptible de répondre à ses besoins.
8. La communication du CEA aux candidats sélectionnés de la clôture du dialogue.
9. La remise par le CEA d'un projet de marché et d'un règlement de la consultation « phase offre » suivi de l'invitation aux candidats à remettre leur offre technique et financière finale dans un délai de 30 jours.

10. L'analyse des offres finales et choix du Titulaire.

5.2 Formalités des auditions

La date de chacune des auditions de chacun des soumissionnaires sera notifiée avec préavis de dix (10) jours par convocation écrite du CEA précisant le lieu, l'heure et l'ordre du jour.

Les soumissionnaires devront communiquer 5 jours avant l'heure fixée pour l'audition, au correspondant achat, les coordonnées (nom, prénom, date et lieu de naissance, profession, employeur) des participants dont le nombre est limité à trois.

Les documents illustrant l'exposé du soumissionnaire seront présentés en séance au moyen d'un vidéoprojecteur mis à la disposition par le CEA. L'ensemble des documents présentés par le soumissionnaire sera remis au CEA sous format papier à l'audition.

Le soumissionnaire rédigera dans un délai de huit jours après son audition, un dossier écrit récapitulant les points, objets de l'analyse technique et financière de l'offre, sur lesquels des précisions complémentaires ou modifications auront été demandées par l'instance du dialogue. Ce document sera remis par mail au correspondant achat.

Tout soumissionnaire est tenu de passer une audition à la date convenue et fixée par le CEA sous peine d'être éliminé de la consultation. Une telle élimination n'ouvre droit à aucune indemnité.

5.3 Nouvelles phases de dialogue

A l'issue de chaque phase, le CEA Gramat peut écarter les propositions des candidats qui se révèlent inadaptées à son besoin. Il en informera les candidats concernés.

Si l'instance de dialogue du CEA juge nécessaire de poursuivre le dialogue, une nouvelle convocation précisant le déroulement de l'audition sera adressée au candidat admis à poursuivre le dialogue.

Les formalités d'auditions sont celles mentionnées au § 4.2.

5.4 Fin du dialogue – offre finale

Lorsque l'instance de dialogue estimera que la discussion sera arrivée à son terme, le CEA Gramat en informera les candidats qui auront participé à toutes les phases de la discussion.

Le CEA Gramat invite également ces candidats à remettre leur offre finale sur la base de la solution qu'ils ont présentée et spécifiée au cours du dialogue. Cette offre doit comprendre tous les éléments requis et nécessaires pour la réalisation du projet. Cette offre doit être complète.

5.5 Modalité de remise de l'offre finale

Comme indiqué au paragraphe 4.2, une lettre de remise d'offre finale sera envoyée aux différents candidats retenus à travers le site PLACE. Ce dernier devra alors déposer son offre dans les délais impartis.

5.6 Précisions complémentaires

Des précisions pourront éventuellement être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou encore dans le cas de discordance entre le montant de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part (prix unitaires, décomposition de prix forfaitaire).

A ce stade de la procédure, toute négociation avec le candidat ou le soumissionnaire portant sur des éléments fondamentaux est exclue.

5.7 Calendrier prévisionnel :

Le calendrier prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

Calendrier donné à titre indicatif et susceptible d'évolution

- Choix des candidats janvier 2026
- Réunion de lancement avec présentation du projet Février 2026
- Conduites des phases de dialogue de Mars à Mai 2026 (si nécessaire)
- Remise d'offres initiales Mars 2026 à l'occasion de la première réunion du dialogue
- Remise offres finales mai 2026
- Notification septembre 2026
- Remise premiers livrables janvier 2027

5.8 Prime

Une prime plafonnée de 10 000 euros HT sera allouée à chacun des participants dont leur offre aura été les mieux classées. Ce montant pouvant être adapté par le CEA en fonction de la qualité technique de l'offre.

La rémunération de l'attributaire du marché tient compte de la prime qui lui aura été éventuellement versée en application de l'alinéa précédent.

6 SOUS-TRAITANCE

Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique, livre Ier dispositions générales. Pour chaque sous-traitant identifié, le formulaire DC4 doit être complété et signé.

La sous-traitance totale est interdite.

7 ECHANGES DEMATERIALISES

7.1 Utilisation de la plate-forme dématérialisée du CEA

Le CEA transmettra toutes informations utiles à la présente consultation via la plate-forme dématérialisée PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), à l'adresse mail déclarée par le soumissionnaire lors de la procédure d'authentification et d'inscription.

Le CEA attire votre attention sur le fait :

- ✓ Qu'il incombe au soumissionnaire de s'assurer que l'adresse mail déclarée par ses soins lors de la procédure d'authentification et d'inscription est active et pertinente, au regard de l'organisation de l'entreprise.
- ✓ Que le téléchargement anonyme des éléments de la phase candidature ou du DCE (phase offre) ne requérant pas d'adresse mail, il ne donne pas accès aux informations mises sur la plate-forme dématérialisée, en particulier les réponses apportées par le CEA aux questions des soumissionnaires ou les modifications du DCE.

Pour toute question, il vous est possible de vous référer à la rubrique AIDE de la plateforme PLACE ou de contacter le support au 01.76.64.74.07.

7.2 Modalités d'échanges sur la plate-forme dématérialisée

L'utilisation de la plate-forme de dématérialisation est interdite pour les échanges d'information de niveau Secret ou Très Secret.

L'utilisation de la plate-forme de dématérialisation pour les documents Diffusion Restreinte est soumise aux conditions de « l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte-déclinaison en règle de sécurité informatique » devant être signé par chaque soumissionnaire. Dans ce cadre, les échanges seront encapsulés dans le conteneur ZED utilisé par le CEA lors de l'envoi des documents DR sur la plate-forme.

Les soumissionnaires sont informés que les échanges électroniques font l'objet d'accusés de réception horodatés par le destinataire.

7.3 Remise de la candidature sous format électronique

La candidature devra être remise sous format électronique, cette dernière devra être déposée sur la plateforme de dématérialisation des marchés du CEA à l'adresse (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

L'enveloppe électronique de la candidature doit être un fichier unique au **format .zip** contenant les éléments mentionnés dans le présent règlement de consultation. Ces éléments sont impérativement des fichiers dans l'un des formats .pdf ou compatibles avec Microsoft Office 2010.

Chaque fichier sera nommé selon le contenu du fichier (ex : candidature.pdf). Le nom donné à chaque enveloppe électronique sera **candidature.nom _ société.zip**.

En annexe 1, le CEA vous rappelle les dispositions pratiques de remise par voie électronique des documents.

8 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

8.1 Constitution du DCE

Le DCE est constitué des documents suivants :

- ✓ Phase candidature :
 - Le présent règlement de consultation,
 - L'expression du besoin,
 - La publication au JOUE
 - Dispositions applicables informations DR
 - Engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte-déclinaison en règle de sécurité informatique

8.2 Modalités de mise à disposition du DCE

Les documents constitutifs du DCE sont accessibles, sous forme de fichiers, via la plateforme de dématérialisation PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La version PDF prévaut sur la forme numérique native, qu'il s'agisse du même document ou de la même information sous deux documents différents.

Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, les documents Diffusion Restreinte (DR) du DCE seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner. Pour se porter candidats, chaque soumissionnaire doit dans un premier temps transmettre au CEA un dossier administratif en respectant la date et l'heure limite de réception des candidatures précisées en page de garde du présent règlement de consultation.

Ce dossier administratif doit contenir :

- Les coordonnées de l'interlocuteur du soumissionnaire (Nom, Prénom, Adresse, Téléphone, Télécopie, Email).

- Pour information, un extrait KBIS de moins de 3 mois, prouvant que l'entreprise est bien de droit français ;
- L'engagement du soumissionnaire sur la protection des informations DR qui devra être renvoyé complété et signé
- Les références de l'entreprise au cours des 3 dernières années pour des opérations similaires en fonction des postes:
 - o Un projet incluant un développement d'un outil informatique de base (pour poste n°1 et poste n°2)
 - o Un projet incluant l'analyse statistique (plan d'expérience, métamodèle) (pour poste n°1)
 - o Un projet incluant de la modélisation numérique (ABAQUS et/ou LS-DYNA) (pour poste n°2)
 - Et éventuellement :
 - o Un projet incluant du DSL (Domain Specific Language) (pour poste n°1 et poste n°2)
 - o Un projet incluant de la génération paramétrique de maillage (pour poste n°2)
 - o Un projet incluant du calcul performant (OpenMP ou MPI ou GPU ou SIMD) (pour poste n°1 et poste n°2)
 - o Un projet incluant un développement d'interface graphique 3D sur GPU (pour poste n°1 et poste n°2)
- Les attestations de régularité fiscales et sociales.
- Une déclaration du candidat attestant (procédure, interdiction ou règles d'effet équivalentes pour les candidats étrangers) :
 - o qu'il n'est pas en état de liquidation judiciaire ou de faillite personnelle ;
 - o qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner, au sens du code de la commande publique ;
 - o que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail ;
- Une attestation d'assurance en cours de validité.
- Les trois derniers bilans et comptes de résultat, ainsi que le nombre total de salariés de l'entreprise,
- La copie du ou des jugements prononcés si le soumissionnaire est en redressement judiciaire.
- Les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique.

Le cas échéant,

- Lorsque le soumissionnaire appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale (et éventuellement financière) et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe,
- Lorsque le Titulaire envisage un recours à la sous-traitance, l'identité, l'adresse de son (ou de ses) sous-traitant (s) et la nature des parties sous-traitées (compétences et postes ou sous-postes impactés),
- Lorsque des soumissionnaires se constituent en groupement (seuls les groupements conjoints solidaires ou avec solidarité du mandataire sont acceptés),
 - o La convention de groupement ou le projet de convention précisant clairement la répartition des prestations confiées à chaque membre du groupement et leur montant,
 - o Une lettre habilitant le mandataire du groupement à représenter le groupement.

Pour les candidats retenus (sociétés dont la candidature a été jugée recevable sur les plans administratif, financier et technique), les documents du DCE seront alors communiqués via la plateforme de dématérialisation PLACE. Les candidats non retenus sont informés par courrier.

8.3 Critère de sélection des candidats :

Seulement les trois meilleurs candidats seront retenus. Pour se faire, les critères de notations sont indiqués ci-dessous :

Les références doivent permettre d'évaluer sa pertinence par rapport au marché demandé (même type de prestation, même domaine...)

Selon le niveau de validation du critère, une note de 1,2 ou 4 points sera accordée. Pour un même critère, si le demandeur fournit plusieurs références, seule la meilleure note sera retenue.

Deux critères bénéficient d'un bonus de 3 points qui seront additionnés à la note.

Une référence est acceptée si elle a moins de 3 ans.

Les critères étant numérotés par ordre d'importance, en cas d'égalité sur la note finale les candidats seront sélectionnés suivant cet ordre.

Poste 1 : Outil d'analyse statistique (12 points + 3 bonus)

- Critère n° 7 : Plan d'Expérience (4 points)
 - Mise en place d'un plan d'expérience optimisé. (ex : hypercube latin optimisé par min/max) (1 point)
 - Développement d'un outil de génération de plan d'expérience optimisé (2 points)
 - Développement d'un outil de génération de plan d'expérience optimisé sous contrainte (4 points)
- Critère n° 2 : Méta modèle (4 points + 2 points bonus si les sources et la documentation ont été délivrées au client et + 1 point bonus si le suivi (gitlab, svn...) a été délivrée au client)
 - Utilisation et développement d'un logiciel dédié (1 point)
 - Développement d'outils utilisant des Processus Gaussien (2 points)
 - Développement d'outils avec enrichissement bayésien de plan d'expériences sous contraintes (4 points)
- Critère n° 3 : Analyse statistique (4 points)
 - Utilisation et développement d'un logiciel : (1 point)
 - Analyse de sensibilité, nuages de points, méthode de Sobol... (2 points)
 - Méthode de Sobol sur plan contraint (4 points)

Poste 2 : Outil de génération de géométrie/maillage paramétrique (12 points + 3 bonus)

- Critère n° 1 : Maillage (4 points + 2 points bonus si les sources et la documentation ont été délivrées au client et + 1 point bonus si le suivi (gitlab, svn...) a été délivrée au client)
 - Développement d'un outil de génération automatique de maillage 3D à partir d'un CAO ou de paramètres. (1 point)
 - Développement d'un outil de génération automatique et paramétrique de maillage quadrangle 3D (coques) (2 points)
 - Développement d'un outil de génération automatique et paramétrique de maillage quadrangle et volumique hexa et tétra 3D (>1 millions d'éléments). (4 points)

- Critère n°4 : Mise en donnée calcul (4 points)
 - Réalisation d'étude avec ls-dyna ou abaqus (1 point)
 - Développement d'un outil de génération de modèle idéalement pour ls-dyna ou abaqus (2 points)
 - Développement d'un outil de génération paramétrique d'étude d'effondrement de bâtiment idéalement pour ls-dyna et abaqus (4 points)
- Critère n° 6 : Post-traitement de données 1D (4 points)
 - Utilisation d'un outil de traitement du signal (1 points)
 - Développement d'un outil traitement du signal (2 points)
 - Développement d'un outil de manipulation et de traitement du signal en parallèle (> 100 mille courbes à 10 mille points) (4 points)

Post commun 8 points

- Critère n° 5 : Interface graphique (4 points)
 - Développement d'une interface autonome (fonctionnant en local) (1 point)
 - Développement d'une interface autonome (fonctionnant en local) avec visualisation d'un modèle 3D (2 points)
 - Développement d'une interface autonome (fonctionnant en local) 3D avec accélération GPU pour afficher 1 milliard d'éléments de façon fluide (4 points)
- Critère n° 8 : Calcul performance (4 points)
 - Développement calcul parallèle multi thread (1 point)
 - Développement calcul parallèle multi processus (2 points)
 - Développement calcul parallèle SIMD / GPU (3 points)
 - Développement calcul parallèle multi GPU (4 points)

8.4 Acceptation du DCE

Le fait de soumissionner à la présente consultation, emporte pleine acceptation de la procédure et de l'ensemble des documents constitutifs du DCE.

9 ORGANISATION DE LA CONSULTATION

9.1 Date de réception des candidatures

La date et l'heure limite de réception des candidatures sont précisées en page de garde du présent règlement de consultation.

Aucune dérogation à cette date ne sera admise, sauf en cas de report dûment notifié par le CEA. Passé ce délai, la candidature ne sera pas prise en considération pour la consultation en objet et sera donc éliminée.

9.2 Demandes de précision sur les candidatures

Le CEA se réserve la possibilité de poser des questions aux candidats dans le but de clarifier leur candidature.

9.3 Informations des candidats suite au choix du CEA

Les candidats dont la candidature n'aura pas été retenue, seront informés par écrit.

10 REMISE DE LA CANDIDATURE

La candidature devra être déposée sur la plate-forme de dématérialisation PLACE à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard avant la date et heure indiquée en page de garde du présent règlement de consultation.

11 DISPOSITION GENERALES

11.1 Utilisation de la langue française

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de l'offre doivent être rédigés en français.

11.2 Confidentialité

Les soumissionnaires s'engagent à traiter l'information contenue dans le DCE de manière confidentielle et à ne la divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres pour l'établissement de leur offre. Elles répondent du respect de ce caractère confidentiel par toute entreprise contactée dans le cadre de cette consultation. Toute autre diffusion d'information émanant de la présente consultation ne pourra être faite sans l'accord préalable du CEA.

De même, les soumissionnaires sont tenus de respecter le caractère secret ou confidentiel de toute autre information émanant du CEA ou d'autres industriels, dont elles pourraient avoir connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'établissement de leur offre. Le DCE est la propriété du CEA.

11.3 Propriété, conservation de l'offre

Pour les soumissionnaires non attributaires, il sera fait application des dispositions prévues à l'article R2384-5 du code de la commande publique.

Pour le soumissionnaire attributaire, l'offre devient une pièce contractuelle du marché à titre supplétif et est de plein droit la propriété du CEA, à l'exclusion des droits de propriété intellectuelle et industrielle dudit soumissionnaire attributaire.

11.4 Droits de propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle seront discutés pendant la phase de dialogue en fonction de la solution retenue.

11.5 Droit d'accès à la base fournisseurs

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA a mis en place une base fournisseurs. Celle-ci est susceptible de contenir quelques informations nominatives relatives à des personnes physiques qui figurent dans les dossiers de candidature ou d'offres remis par les entreprises. Ces informations sont les suivantes : le nom, la fonction et le numéro de téléphone des personnes à contacter au sein des entreprises titulaires des marchés cités par les entreprises candidates à titre de référence.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra informer les concernés dont elle aurait pu communiquer certaines données personnelles dans le cadre de la procédure d'achat, de l'existence de ce droit et de ces modalités d'exercice auprès du CEA.

Pour exercer ce droit, le demandeur devra s'adresser par courrier ou fax à :

<p>CEA Centre DAM – Ile de France Chef du Service Achats et Politique Industrielle (SAPI) Bruyères le Chatel 91297 Arpajon Cedex FRANCE Fax : +331 69 26 70 09</p>
--

Les modifications demandées seront effectuées sous 8 jours à compter de la réception de la demande. Une copie d'écran démontrant la prise en compte de la demande pourra être envoyée par courrier au demandeur.

ANNEXE 1. DISPOSITIONS PRATIQUES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS REMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE.

1. Délai minimum pour obtenir un certificat électronique

Pour répondre par voie électronique, le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande à l'avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis.

Un test de configuration du poste de travail ainsi qu'une consultation de test sont mis à sa disposition sur la plateforme de dématérialisation des procédures (cf. menu « Tester ma configuration / consultation de test »).

L'ensemble des informations relatives aux certificats électroniques est disponible dans les « Liste des certificats RGS » de la plateforme. Une hotline ATEXO est également disponible au n° de téléphone suivant : 01.76.64.74.07.

2. Exigences relatives au certificat de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au RGS (référentiel général de sécurité) et respecter le niveau de sécurité exigé. Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

Liste de confiance	Adresse internet
RGS (France)	http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-référencées
EU Trusted Lists of Certification Service Providers (Commission européenne)	http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
PRIS V1 (France) (uniquement jusqu'au 18 mai 2013)	http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats

3. Envoi par le soumissionnaire de plusieurs réponses électroniques à une même consultation

Le soumissionnaire peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même consultation, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent règlement.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts.

En conséquence, le soumissionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.